



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

chômage

Question au Gouvernement n° 4183

Texte de la question

COURBE DU CHÔMAGE

**M. le président.** La parole est à Mme Isabelle Le Callennec, pour le groupe Les Républicains.

**Mme Isabelle Le Callennec.** Monsieur le Premier ministre, on compte 1 200 000 chômeurs de plus depuis mai 2012. Force est de constater qu'en matière de lutte contre le chômage, vous avez tout essayé, sauf ce qui marche ! Vos éléments de langage pour justifier les chiffres du mois d'août n'ont convaincu personne. Ayez l'honnêteté de reconnaître que ça ne va pas mieux.

Vous avez pourtant usé et abusé de tous les artifices pour tenter de dissimuler cette triste réalité : recours massif aux emplois aidés – on vient d'en parler –, plan « 500 000 formations » à destination des chômeurs, interprétation des chiffres. Le groupe Les Républicains se demande bien ce que vous allez encore pouvoir inventer pour tenter de faire croire coûte que coûte à une inversion de la courbe du chômage, censée sauver le soldat Hollande.

En annonçant ce mercredi son projet de budget pour 2017, votre ministre des finances nous a mis sur la piste : vous allez enjoliver les perspectives de croissance ! Le taux exagérément optimiste de 1,5 % est contesté par le Fonds monétaire international, par l'Organisation de coopération et de développement économique et par le Haut conseil des finances publiques, lequel juge vos objectifs improbables et imprudents.

Si l'on ajoute à cela l'ouverture en grand des vannes de la dépense publique à l'approche de la présidentielle, il est évident que vous n'avez plus aucune chance, hélas, de redresser la situation économique et sociale de notre pays. Les Français l'ont bien compris qui, à vrai dire, n'attendent plus rien de votre gouvernement. À l'heure de régler les comptes d'un piteux quinquennat, j'ai une question à vous poser : qui, du Président de la République, des Premiers ministres ou des ministres successifs de l'économie et des finances est le véritable responsable de ce terrible échec ? Et ne nous dites pas que c'est la faute à pas de chance ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics.

**M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget et des comptes publics.** Madame la députée, vous parlez d'échec en matière de comptes publics – puisque tel était le sens de votre question.

**Plusieurs députés du groupe Les Républicains.** La question porte sur l'emploi !

**M. Christian Eckert, secrétaire d'État.** Souvenez-vous ! Le déficit public, qui était supérieur à 5 % en 2011, a été ramené à 3,3 % cette année. J'observe d'ailleurs, puisque vous avez mis en doute la crédibilité des

propositions du Gouvernement dans la loi de finances, que le Haut conseil des finances publiques, quoi qu'il ait pu dire au sujet de 2017, n'a aucunement remis en doute nos prévisions pour 2016 : le déficit devrait, à la fin de l'année, s'établir à 3,3 %, soit presque la moitié de ce qu'il était avant notre arrivée.

**M. Yves Fromion.** Quelle mauvaise foi !

**M. Christian Eckert, secrétaire d'État.** Cette réduction du déficit a concerné l'ensemble des secteurs de l'économie et – Michel Sapin l'a rappelé tout à l'heure – elle s'est faite à un rythme qui n'a pas obéré nos capacités d'investissement et de croissance et qui n'a pas eu d'effet récessif. Si la Commission européenne nous a accordé un délai, c'est parce que nous avons respecté notre trajectoire et que nos objectifs ont été atteints chaque année.

Le Haut conseil des finances publiques, dont tout le monde se gargarise aujourd'hui, nous avait dit en 2015 que notre objectif de ramener le déficit à 4,3 % était incertain. Or nous sommes arrivés à 3,5 % cette année-là.

Madame la députée, tous les gouvernements à venir, quels qu'ils soient, seront redevables de cette amélioration des comptes publics.

**Mme Isabelle Le Callennec.** Je vous ai interrogé sur le chômage !

**M. Christian Eckert, secrétaire d'État.** Elle assurera, dans la durée, la soutenabilité de notre système de protection sociale, ainsi que notre croissance. Elle donnera à la France, pour le présent, une crédibilité auprès de ses partenaires européens et, pour l'avenir, la preuve de la soutenabilité de sa dette, qui commence à se réduire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Isabelle Le Callennec](#)

**Circonscription :** Ille-et-Vilaine (5<sup>e</sup> circonscription) - Les Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 4183

**Rubrique :** Emploi

**Ministère interrogé :** Budget et comptes publics

**Ministère attributaire :** Budget et comptes publics

Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [29 septembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [29 septembre 2016](#)